

Mozambique, quelle démocratie après la guerre ?

COORDONNÉ PAR LUÍS DE BRITO

INTRODUCTION AU THÈME

LE DIFFICILE CHEMIN DE LA DÉMOCRATISATION

Le 22 janvier 2010, Armando Guebuza, président du Frelimo tout juste élu président de la République en octobre 2009, et suivant en cela une pratique qu'il a initiée après sa première élection en 2004, a invité à déjeuner les candidats vaincus à l'élection présidentielle de 2009 : Afonso Dhlakama, président de la Renamo et Daviz Simango, président du Mouvement démocratique du Mozambique (MDM), le dernier-né des partis politiques du pays. En principe il n'y aurait rien à redire à un tel événement, qui relève des bonnes manières politiques et de la civilité. Néanmoins, la mise en scène dont ce déjeuner a été l'objet ainsi que sa couverture médiatique méritent qu'on s'y arrête quelque peu, à partir d'une photographie publiée dans la presse.

On y voit, attablés, les couples Guebuza et Simango ainsi que les places vides du couple Dhlakama – qui n'a pas participé au déjeuner¹. De fait, le leader de la Renamo était à Nampula, au nord du Mozambique, où il résidait avant même la campagne électorale et où sa maison était encerclée par un fort dispositif policier depuis qu'à la suite de la validation des résultats de l'élection par le Conseil constitutionnel, fin décembre 2009, il avait annoncé que les députés élus sur les listes de la Renamo ne prendraient leurs fonctions ni à l'Assemblée nationale ni dans les assemblées provinciales et réaffirmé que son parti organiserait une campagne de manifestations pour protester contre les résultats². Dans ces conditions, comment Dhlakama aurait-il pu sortir de

1. «Diálogo aberto: PR almoça com Deviz na Ponta Vermelha», *Notícias*, 23 janvier 2010.

2. Les résultats des élections présidentielle et législatives de 2009 sont présentés sous forme de tableaux à la fin de cette introduction. Ils ont été compilés par Michel Cahen. La première référence à la tenue de manifestations est apparue dans un communiqué de presse publié par la Renamo le 28 décembre 2009, après une réunion de la Commission nationale du parti. Peu après, a circulé l'information selon laquelle les manifestations ne se dérouleraient pas dans l'immédiat car le parti attendait la décision du Conseil constitutionnel quant à la validation des résultats.

sa quasi-prison domiciliaire et participer à ce déjeuner sans que cela apparaisse comme un acte de soumission à l'égard de Guebuza ? En même temps, son absence largement médiatisée le désigne, une fois de plus, comme une source d'instabilité et un élément marginal, qui refuse de s'intégrer à la vie politique « démocratique » de son pays³. ... Même dans son rôle de « méchant », Dhlakama est ridiculisé. En effet, tous les députés élus qui ont échappé à l'effondrement électoral de la Renamo, y compris son secrétaire général et d'autres cadres de la direction politique, « poussés par la faim », comme diraient les gens du peuple, ont accepté leur mandat à l'Assemblée nationale et dans les assemblées provinciales. Quant aux manifestations « pacifiques » qui, selon Dhlakama, allaient « mettre le pays à feu et à sang », elles n'ont pas dépassé le stade de simples menaces.

Par ailleurs, comment l'entrée sur la scène politique nationale de Daviz Simango est-elle présentée ? S'il est acquis qu'en étant présent au déjeuner, il a évité d'être marginalisé comme Dhlakama, il n'en reste pas moins que sa présence a permis au Frelimo de réaffirmer son pouvoir sans partage. De fait, avant même la tenue de ce déjeuner, où de toute évidence la possibilité de la formation d'un groupe parlementaire MDM serait discutée⁴, la réponse avait fusé. Interrogée sur l'éventualité d'une modification du règlement de la chambre afin d'ouvrir cette possibilité au MDM, la présidente de l'Assemblée nationale avait rétorqué : « pas question⁵ ! ». Pourtant, lors de la première législature (1994-1999), l'Alliance démocratique avait pu, avec ses neuf députés, former un groupe parlementaire. Une réponse si véhémement et rapide souligne le manque d'ouverture politique et l'intention du Frelimo de réduire le MDM à sa plus simple expression et d'étouffer dans l'œuf une opposition naissante qui pourrait s'imposer comme une alternative à une Renamo victime d'un déclin accéléré.

Après presque deux décennies de « transition démocratique », la situation du Mozambique peut se résumer ainsi : une participation électorale inférieure à 50 % lors des deux dernières élections générales, une majorité qualifiée de plus des deux tiers pour le Frelimo, parti au pouvoir depuis l'indépendance, la résidence du chef de la Renamo, principal parti d'opposition, encerclée par la police en raison de l'annonce de manifestations, et le MDM, la troisième

3. Ceci dans un contexte où il s'est toujours refusé, depuis 1992, à participer à une quelconque cérémonie officielle.

4. Le MDM n'avait obtenu que huit sièges sur les onze nécessaires à la formation d'un groupe parlementaire.

5. « Encontro de presidentes na Ponta Vermelha. Guebuza recebe hoje Dhlakama e Daviz Simango », *Canalmoz*, 22 janvier 2010.

force politique du pays, empêchée de former un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale et dont la participation au débat parlementaire devient, de ce fait, pratiquement exclue⁶.

L'OPPOSITION EN VOIE DE DISPARITION

Dans le premier article de ce dossier, Michel Cahen analyse la trajectoire de la Renamo depuis les premières élections pluralistes de 1994. Après avoir obtenu de bons résultats à ces élections et de meilleurs encore en 1999⁷, la Renamo a commencé à perdre rapidement son électorat, qui a diminué de moitié à chacune des élections suivantes, au bénéfice de l'abstention. Il ne fait aucun doute que, comme l'affirme Cahen, ce parti a été incapable d'assumer son rôle de potentiel catalyseur d'une large base sociale composée par ceux qu'il appelle « la coalition des marginalités », c'est-à-dire un ensemble de groupes sociaux, principalement issus des régions centre et nord du pays qui, pour des raisons historiques diverses, se sont estimés exclus de l'État Frelimo. Le comprendre ne paraît pas possible sans revenir sur le débat sur l'origine et la nature de la Renamo.

Pendant longtemps, deux camps se sont opposés à propos de la Renamo et de la guerre que ce mouvement a menée dès le début de l'indépendance. D'un côté, celui des analystes qui la considéraient comme un pur produit du régime rhodésien, immédiatement récupéré et instrumentalisé par le régime sud-africain de l'apartheid comme un élément fondamental de sa stratégie de déstabilisation du gouvernement mozambicain. De l'autre, celui de ceux qui, sans nier l'impact des facteurs externes sur l'origine et l'appui matériel et politique du mouvement, insistaient sur son caractère national et sur le fait que la guerre exprimait de réelles contradictions de la société mozambicaine.

6. Un bras de fer s'est engagé avec les bailleurs de fonds qui contribuent directement au budget de l'État sur plusieurs aspects de la gouvernance, exigeant notamment l'inclusion de tous les partis dans le débat parlementaire. Le Frelimo devrait vraisemblablement céder puisque l'Assemblée discute actuellement de la modification du règlement afin que le MDM puisse former un groupe parlementaire.

7. Il est même probable que la victoire de Dhlakama à l'élection présidentielle n'avait alors été empêchée que par le recours à la fraude, facilité par une administration électorale contrôlée par le Frelimo. Lors des élections législatives de 1999, la Renamo s'était présentée conjointement avec une série de petits partis avec lesquels elle avait formé une alliance, la Renamo-Union électorale. Cette décision avait permis que ne soient en lice à l'élection présidentielle que deux candidats, Joaquim Chissano et Afonso Dhlakama, les dirigeants des petits partis ayant renoncé à présenter leur candidature en échange de places sur les listes de la Renamo-Union électorale aux élections législatives.

En d'autres termes, il s'agissait pour ces derniers d'une guerre civile, et non simplement d'une guerre d'agression⁸.

Aujourd'hui, il semble de fait y avoir un consensus pour considérer qu'il s'agissait d'une guerre civile, mais cela vaut la peine de revenir sur l'analyse faite par Christian Geffray de la nature de la Renamo en tant qu'organisation, ce qui est une question distincte de celle du type de guerre. Pour Geffray, la Renamo était un « corps social guerrier », une armée prédatrice qui se reproduisait pour et par la guerre. Dans l'article publié dans ce dossier, Cahen soutient que la Renamo est parvenue avec succès, au cours de la période 1992-1994, à se transformer en parti politique. Elle y serait parvenue grâce à une double dynamique : d'une part le rapide démantèlement de sa structure militaire, en l'occurrence le processus de démobilisation et de réinsertion sociale de la grande majorité de ses soldats et, d'autre part, la formation d'un appareil politique fondé sur la mobilisation de militants et sympathisants civils issus de son réseau clandestin qui se sont joints aux chefs et notables traditionnels qui, pendant la guerre, assumaient la responsabilité de la structure civile dans les zones sous contrôle de la guérilla.

Les relatifs succès électoraux de 1994 et 1999 semblent en effet appuyer la thèse d'une reconversion réussie de la Renamo en parti politique. Bien que Cahen ne caractérise pas de façon détaillée cette nouvelle Renamo, l'analyse qu'il fait de son déclin suggère une autre interprétation : peut-être était-elle parvenue à ces succès malgré elle, simplement parce que de vastes secteurs de la société mozambicaine aspiraient au changement et voyaient dans ce mouvement, qui avait combattu le Frelimo, un instrument d'opposition adéquat. Peut-être les problèmes de la Renamo n'étaient-ils pas dus à des erreurs ou à un manque de ressources mais provenaient-ils de sa nature organisationnelle parasitaire, totalement étrangère aux intérêts de sa base sociale potentielle. En vérité, la Renamo n'a jamais développé de programme politique propre, clairement distinct de celui du Frelimo, ni n'est entrée dans le débat public autrement qu'en accusant son adversaire, bien que de façon totalement inappropriée, de « marxisme » et de « communisme ». La Renamo n'a en outre fait aucun effort véritable pour mobiliser en sa faveur l'électorat urbain et en particulier l'intelligentsia. De fait, elle a continué à fonctionner

8. Parmi les partisans de la première hypothèse, on peut mentionner P. Fauvet, « Roots of Counter-Revolution: The Mozambique National Resistance », *Review of African Political Economy*, vol. 11, n° 29, 1984, p. 108-121 ; J. Hanlon, *Mozambique. The Revolution Under Fire*, Londres, Zed Books, 1984 ; H. Abrahamsson et A. Nilsson, « Moçambique em Transição. Um estudo da história de desenvolvimento durante o período 1974-1992 », Maputo, Padrigu/CEEI-ISRI, 1994. Pour ce qui est de la seconde hypothèse, elle est surtout représentée par C. Geffray, *La Cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, Karthala, 1990 et M. Cahen, *Mozambique, analyse politique de conjoncture 1990*, Paris, Indigo Publications, 1990.

comme pendant la guerre, selon une logique autoritaire et fermée, maintenant ses caractéristiques de « corps social », désormais « désarmé » mais vivant de la « rente » du conflit armé et faisant de la politique une simple prolongation de la guerre par d'autres moyens, pour reprendre en l'inversant la formule de Clausewitz. L'extrait qui suit, tiré d'une récente interview de Dhlakama dans laquelle il répond à une question sur les manifestations, est à cet égard particulièrement clair :

« Je répète, les manifestations vont avoir lieu [...]. Les manifestations pourront être évoquées et prévues six ou sept mois avant leur tenue, car il s'agit d'un événement très important. Il s'agit d'une guerre très importante [...]. Pourquoi voulons-nous faire ces manifestations ? Ce n'est pas pour faire reculer le régime du Frelimo ? [...] Le jour où elles débiteront le Frelimo devra venir en courant, pour négocier, à l'image de ce qui s'est passé à Rome⁹ ».

Cette attitude de la Renamo, qui a profondément marqué le champ politique mozambicain, a été rendue possible en premier lieu grâce aux énormes efforts financiers du *trust fund* mis en place par la communauté internationale pour appuyer les partis lors des premières élections pluralistes et, plus tard, grâce aux sommes qui revenaient à chacun, octroyées sur le budget de l'État, en fonction de leur représentation au Parlement. La nature prédatrice de la Renamo s'est, en quelque sorte, reproduite et adaptée aux nouvelles conditions. C'est également dans ce contexte qu'on peut comprendre son absence presque totale d'activité politique en dehors des périodes électorales et le recours à un discours de victimisation, accompagné de menaces de retour à la guerre, ou encore le mutisme et l'inaction de ses leaders quand ses militants et sympathisants de base se mobilisent et se font massacrer par dizaines¹⁰.

Dans ces conditions, il est aisé d'admettre que la Renamo est, à terme, condamnée à une disparition plus ou moins rapide, au rythme de l'extinction presque inévitable de ses ressources financières. D'un autre côté, rien n'indique que le tout jeune MDM pourra facilement récupérer l'espace ainsi laissé vacant. On peut identifier trois obstacles à cela. En premier lieu, la difficulté à mobiliser des ressources financières suffisantes pour alimenter la machine partisane et lui permettre une présence effective et permanente sur le terrain. Les coûts du travail politique dans un pays aussi étendu que le Mozambique

9. Interview d'Afonso Dhlakama au *Canal de Moçambique*, 10 février 2010.

10. Cela a été le cas lors des manifestations de novembre 2000 organisées par la branche locale de la Renamo à Montepuez qui ont eu pour conséquence l'emprisonnement et le décès de plus d'une centaine de ses militants et sympathisants, ainsi qu'en 2005, à Macimboa da Praia, où des manifestations et des affrontements avec des sympathisants du Frelimo se sont soldés par plus d'une dizaine de morts au sein de la Renamo.

sont très élevés et le MDM, qui ne peut compter que sur un montant réduit d'aides publiques en raison de sa faible représentation parlementaire et sur quelques dons de mécènes fortunés, aurait besoin de trouver des financements externes substantiels, ce qui n'est pas aisé. En second lieu, la direction du MDM est essentiellement composée de dissidents de la Renamo dont l'expérience politique et organisationnelle est extrêmement pauvre, ce qui se reflète déjà dans leur incapacité à formuler un programme politique et à engager un débat avec leurs adversaires¹¹. En même temps, la récente décision prise par Daviz Simango de dissoudre la commission politique du parti, justifiée par les exigences d'une nouvelle phase, est une illustration du penchant pour des pratiques arbitraires et autoritaires caractéristiques de la Renamo et suscite d'énormes doutes sur le futur du MDM et sur sa capacité à faire vivre la démocratie interne. En troisième lieu, les résultats obtenus lors des dernières élections (moins de 10 % des votes), outre qu'ils ont des conséquences sur les faibles financements du parti, ne paraissent pas constituer une base suffisamment importante pour créer une dynamique de remobilisation de l'électorat perdu par la Renamo. Naturellement, la dynamique des forces de l'opposition, bien qu'elle soit en grande partie le fruit de ses caractéristiques propres, de ses origines et trajectoires, ne peut pas être isolée de celle du Frelimo, dont le but est de préserver son pouvoir.

FRELIMO : PRÉSERVER LA PAIX... ET LE POUVOIR

La crise interne provoquée par la guerre civile et le contexte international de la fin des années 1980 ont été les facteurs déterminants de la transition politique mozambicaine¹². Les analystes de cette période ont été particulièrement attentifs à la démobilisation des soldats, à la formation de la nouvelle armée, à l'inclusion de la Renamo dans la vie politique mozambicaine ainsi qu'au déroulement des premières élections libres et pluralistes. Ils ont été moins attentifs aux aspects relatifs à l'ingénierie institutionnelle du processus de transition. De ce point de vue, il convient de souligner que l'entrée de la

11. Le discours critique du MDM à l'égard du gouvernement se résume à dénoncer les manquements de ce dernier à ses promesses. La presse affirme que le MDM n'exclut pas l'hypothèse d'appuyer le Frelimo dans le cas où ce dernier mènerait une « politique d'inclusion » et serait ouvert à « ses contributions ». Sur le fond, elle ne fait part d'aucune position que le parti aurait prise sur un quelconque sujet. Voir « MDM decide se apoia governação da Frelimo », *O Pais*, 10 février 2010.

12. La transition vers l'économie de marché libéralisée avait déjà commencé en 1984 lors des premières mesures de libéralisation du commerce et a été confirmée lors de l'adhésion du Mozambique aux institutions de Bretton Woods ainsi que par l'application du programme d'ajustement structurel qui s'en est suivi, le Programme de réhabilitation économique de 1987.

Renamo sur la scène politique nationale¹³, bien qu'en position de force par rapport aux autres forces politiques émergentes, s'est opérée dans un cadre particulier : celui de la reconnaissance du gouvernement du Frelimo et de ses institutions¹⁴.

Les deux parties engagées dans le conflit militaire ont assumé un monopole de fait dans le processus de transition, au détriment de l'expression et du développement autonome d'autres forces politiques ou mouvements sociaux capables d'exprimer la diversité sociale du pays. C'est dans ce cadre d'appropriation du processus de transition que doivent être appréhendées les dispositions de l'Accord général de paix (AGP) signé en 1992. Ces dispositions ont créé une série de commissions mixtes pendant la période de transition qui a conduit aux élections générales, commissions mixtes dont la composition n'intégrait, outre des représentants de la communauté internationale, que des éléments nommés par les deux parties signataires de l'accord. Le processus n'offrait que deux possibilités de participation aux autres forces : la consultation (sans caractère obligatoire) des partis politiques avant la soumission de la proposition de loi électorale à l'Assemblée nationale¹⁵ et, plus tard, l'attribution de trois des vingt postes de la Commission nationale des élections à des partis non-armés¹⁶. Malgré ces dispositions favorables, la position de la Renamo était fragile : en premier lieu parce qu'aucune disposition n'établissait d'engagements pour la période postélectorale ; en second lieu parce qu'outre le contrôle de l'État en général, l'accord a laissé aux mains du Frelimo le contrôle total du ministère de l'Intérieur et des services de sécurité (qui devaient être transformés mais qui sont finalement restés sous la responsabilité du président de la République¹⁷). En somme, la Renamo a été suffisamment

13. Conformément à ce qui a été établi dans l'Accord général de paix (AGP) signé à Rome le 4 octobre 1992. Voir Loi 13/92, *Boletim da República*, n° 42, série I, 14 octobre 1992.

14. Hormis l'armée (les Forces populaires de libération du Mozambique, armée gouvernementale, furent dissoutes et une nouvelle armée intégra 50 % de militaires issus des rangs de la Renamo), les institutions de l'État (Assemblée nationale, police, tribunaux, etc.) n'ont subi aucune transformation, y compris les services de sécurité de l'État, le Service national de sécurité populaire (SNASP), qui n'a fait que changer de nom, devenant le Service d'information et de sécurité de l'État (Sise).

15. Le fait que le protocole III (« Des principes de la loi électorale ») de l'AGP décide de l'instauration d'un seuil pour l'obtention d'une représentation parlementaire (à définir « en consultation avec tous les partis politiques », entre 5 et 20 % des votes exprimés au niveau national) illustre bien l'intention, en particulier de la part de la Renamo (qui avait proposé le seuil de 20 %), de réduire au maximum la possibilité offerte aux autres partis d'entrer sur la scène politique.

16. Selon les termes de l'AGP, la Renamo aurait pour sa part dû obtenir un tiers des postes à la Commission nationale des élections.

17. La commission mixte créée pour accompagner ce processus n'avait aucun rôle exécutif. Elle était destinée à disparaître après la tenue des élections, et rien n'a été prévu pour incorporer des éléments nommés par la Renamo dans l'appareil de sécurité.

forte pour empêcher la participation d'autres forces au processus de transition mais s'est montrée incapable d'établir des garanties pour elle-même en cas de défaite électorale, comme cela allait effectivement advenir. La bipolarisation politique du Mozambique constatée jusqu'à présent doit ainsi être comprise comme le prolongement du conflit armé en temps de paix et non comme le résultat d'un jeu politique ouvert et démocratique.

Compte tenu du risque de reprise de la violence armée, la période qui a suivi la tenue des premières élections pluralistes en 1994 a continué à être dominée par l'esprit de pacification, même si la victoire du Frelimo lui a assuré la majorité absolue au Parlement. Cependant, il n'y a pas eu de concessions politiques ni de partage du pouvoir avec l'opposition. Au contraire, la question de la décentralisation illustre la façon dont le Frelimo a su consolider son pouvoir sur tout le territoire national.

La politique de décentralisation ébauchée dans la Constitution de 1990 consistait en une transformation des anciens districts¹⁸ en districts municipaux dotés de gouvernements locaux élus. Les résultats des élections générales de 1994 montraient que la Renamo avait obtenu plus de 50% des votes dans 61 des 142 districts (avec une forte implantation en particulier dans certains districts des provinces de Manica, Sofala, Zambézie et Nampula) alors que le Frelimo obtenait la majorité dans 64 districts (surtout concentrés dans les trois provinces du sud, Maputo, Gaza et Inhambane ainsi que dans l'extrême nord, dans les anciennes « zones libérées » des provinces de Niassa et Cabo Delgado). Dans ces conditions, le Frelimo a provoqué un débat visant à modifier la Constitution (dans lequel il a obtenu l'appui de la Renamo!) qui a finalement débouché, grâce à sa majorité absolue, sur l'adoption d'un modèle de municipalisation différent, restreint aux zones urbaines et limité initialement à 33 villes et bourgades du pays¹⁹. Le risque de voir à peu près la moitié des gouvernements municipaux dominés par la Renamo se trouvait ainsi écarté. Finalement, la Renamo boycotta les premières élections municipales de 1998²⁰ et ne participa qu'à celles de 2003, à l'issue desquelles elle ne remporta la présidence et la majorité des conseils municipaux que dans quatre villes (Beira, la seconde ville du pays, Nacala, Angoche et l'Île

18. Sous-divisions des provinces, correspondant aux *concelhos* ou *circunscrições* de l'administration coloniale.

19. Le processus de municipalisation aurait dû graduellement inclure de nouvelles villes. Dix ans après les premières élections municipales, il y avait 43 municipalités au Mozambique.

20. La Renamo invoqua deux motifs : le recensement des électeurs considéré comme plus favorable au Frelimo et le contrôle exercé par ce dernier sur le Secrétariat technique de l'administration électorale.

de Mozambique), ainsi que la présidence d'une cinquième municipalité, Marromeu, alors que d'après les résultats des élections de 1994 elle pouvait prétendre à la victoire dans au moins une dizaine de municipalités²¹.

La politique de décentralisation menée par le Frelimo, en refusant d'offrir aux Mozambicains qui vivent en dehors des municipalités (plus de deux tiers de la population totale) les conditions d'exercice de la citoyenneté locale, les place dans une sorte d'« informalité politique ». Cette même majorité de la population mozambicaine dépend déjà, pour ce qui est de sa survie économique, du secteur informel, et vit ainsi en quelque sorte hors de l'État²².

Le profond changement du Frelimo dans son rapport aux « chefs traditionnels » est un autre aspect qui mérite d'être souligné. Ce thème est développé dans ce dossier par Salvador Forquilha qui analyse le processus d'institutionnalisation des « autorités communautaires » et les luttes entre le Frelimo et la Renamo au niveau local, chacun cherchant à asseoir son contrôle et son influence à travers l'alliance avec les notables locaux, tout particulièrement les « chefs traditionnels ». Historiquement, l'alliance avec les « chefs traditionnels » avait été l'un des éléments centraux de la stratégie de guerre de la Renamo et de la gestion des zones qu'elle avait soustraites au contrôle du gouvernement. À l'inverse, le Frelimo avait développé, depuis la lutte pour l'indépendance, un discours profondément hostile à la « société traditionnelle-féodale ». Cependant, ayant abandonné dès la fin des années 1980 son discours révolutionnaire d'inspiration marxiste et moderniste pour un discours nationaliste et populiste²³, le Frelimo était prêt à amender sa position sur les « chefs traditionnels ». À la suite de quelques études menées dans les années 1990 sous l'égide du ministère de l'Administration d'État, le gouvernement du Frelimo décida de les reconnaître et de leur confier des tâches de représentation de l'État au niveau local, des uniformes et une indemnité²⁴.

21. La Renamo donnait ainsi les premiers signes d'affaiblissement, dans un contexte de très faible participation (23 % pour l'ensemble des 33 municipalités).

22. La création en 2006 des conseils consultatifs locaux (jusqu'à l'échelon du district), théoriquement constitués de membres élus par les communautés mais de fait choisis par l'administration et donc par le Frelimo, ne semble pas fournir de cadre adéquat à une vie démocratique locale et à une véritable participation des citoyens.

23. Ce genre de discours apparaît déjà, en filigrane, dans un document anonyme bien connu, la « Lettre des anciens combattants », qui a circulé immédiatement après la mort de Samora Machel en 1986. Voir « Lettre des anciens combattants », *Politique africaine*, n° 29, mars 1988, p. 115-130.

24. Cette reconnaissance s'est effectuée dans le cadre plus large de la reconnaissance des « autorités communautaires » : celles-ci incluent d'autres notables locaux, notamment d'anciens secrétaires du Frelimo qui avaient déjà été requalifiés en secrétaires de quartier dans le cadre de la transformation des « groupes dynamiseurs » (organes de base initiaux du Frelimo) en organes de base de l'administration étatique.

Cette décision avait un double objectif : d'un côté, miner l'alliance des « chefs traditionnels » avec la Renamo et, de l'autre, inclure dans le dispositif local d'encadrement de la population et de contrôle hégémonique des éléments dont la légitimité sociale était potentiellement supérieure à celle des autres notables (secrétaires de quartier, secrétaires de localités et autres) mis en place pendant la période du parti unique.

Le changement radical de la politique de décentralisation et l'ouverture à une alliance avec les « chefs traditionnels » ont probablement été les éléments décisifs qui ont permis au Frelimo de se maintenir au pouvoir. Néanmoins, ce pouvoir a été sérieusement menacé lors de l'élection présidentielle de 1999, ce qui a provoqué une onde de choc menant lors des élections de 2004 au changement de candidat du Frelimo et au retrait de Joaquim Chissano.

LA SUCCESSION AU SEIN DU FRELIMO : RECONSTRUIRE L'HÉGÉMONIE

Pendant les années qui ont suivi les premières élections, le Frelimo a utilisé la force que lui avait conférée son contrôle exclusif de l'État pour s'assurer les conditions institutionnelles les plus favorables à son maintien au pouvoir. Mais, pendant cette même période, presque rien n'a été fait en matière d'organisation partisane et les organes de base du parti (cellules et comités locaux) ont pratiquement cessé de fonctionner, réduisant la présence du parti et son influence sur les électeurs. Ainsi, l'élection présidentielle de 1999 s'est soldée par une victoire de justesse – voire douteuse – de Chissano. L'idée que Dhlakama aurait pu gagner l'élection a fragilisé le leadership du Frelimo. Ainsi, quand Chissano a déclaré lors d'une réunion du Comité central (en mai 2001) qu'il se posait la question de savoir s'il serait ou non candidat à un troisième mandat et qu'il espérait recevoir un appui à sa nouvelle candidature, il a été surpris par la réaction de ses camarades qui ont immédiatement accepté sa renonciation – qui n'en était pourtant pas vraiment une ! Il s'en est suivi une série d'épisodes où Chissano et ses collaborateurs les plus proches ont essayé d'inverser ce processus, en vain. Après la réunion du Comité central, Chissano a ainsi tenté de faire croire qu'une pression populaire pourrait le remettre en selle. C'est dans ce contexte que s'est tenue en septembre 2001 à Beira la réunion nationale des cadres au cours de laquelle ses partisans ont insisté sur le fait qu'il devait se présenter pour un nouveau mandat. Un autre courant soutenait l'accession de jeunes cadres à la direction du Frelimo qui, jusqu'alors, avait été monopolisée par les leaders de la lutte pour l'indépendance. En même temps, il y avait une forte pression pour que

le président soit originaire du centre ou du nord du pays²⁵. Lors d'une autre réunion du Comité central en décembre 2001, il fut décidé que le nouveau candidat à la présidence serait choisi l'année suivante lors du congrès du parti. Lors de la réunion suivante du Comité central, en juin 2002, dont la thématique était la préparation du congrès, cinq noms de candidats à la candidature ont été proposés au vote: Eduardo Mulembwé (président de l'Assemblée nationale), Hélder Muteia (ministre de l'Agriculture), José Pacheco (gouverneur de la province de Cabo Delgado), Lucas Chomera (gouverneur de la province de Zambézie) et Armando Guebuza (chef du groupe parlementaire du Frelimo à l'Assemblée nationale). À l'exception de Guebuza, tous les prétendants appartenaient à la jeune génération qui n'avait pas combattu pour l'indépendance et étaient originaires du centre ou du nord du pays. Cette pression de la jeune génération n'a cependant pas suffi pour imposer un candidat dans un parti encore dominé par les militants de la lutte armée, et c'est finalement Guebuza, membre de la direction du Frelimo depuis l'époque de la lutte armée et réputé pour son intransigeance et sa capacité organisationnelle, qui a été désigné comme candidat en vue du congrès.

La confirmation de Guebuza comme secrétaire général du Frelimo et candidat à la présidentielle a immédiatement été suivie d'une grande activité dans le but de freiner ou d'inverser le processus de désagrégation de l'appareil du parti en cours depuis plusieurs années. Les nombreux voyages de Guebuza dans tous les districts ont eu pour objectif la revitalisation des organes de base du parti²⁶ et la préparation des élections municipales de 2003. Il fit campagne sur le thème de la rupture et privilégia les sujets destinés à gagner l'adhésion populaire, notamment la lutte contre la corruption et contre la pauvreté, ainsi que la lutte contre le bureaucratisme dans les services publics²⁷. Malgré une faible participation, ces élections ont été un grand succès pour Guebuza car la Renamo n'a pas obtenu le score qu'elle escomptait au vu de ses résultats aux dernières élections générales.

La détermination du Frelimo à reconquérir sa position hégémonique dans la société mozambicaine fut également perceptible lors de la réunion nationale

25. La question de la domination des « sudistes » au sein du Frelimo et plus généralement au sein de l'État a toujours constitué un point politique délicat. Tous les présidents du Frelimo (Eduardo Mondlane, Samora Machel, Joaquim Chissano) étaient jusqu'alors originaires du sud.

26. La réactivation des cellules de l'appareil étatique est cruciale pour assurer le contrôle du parti sur les fonctionnaires en général mais aussi sur l'activité même des services publics, en les orientant pour mieux servir les intérêts du parti.

27. Pour une analyse du discours présidentiel, voir L. De Brito, « A Pobreza no discurso político presidencial », in L. de Brito, C. N. Castel-Branco, S. Chichava et A. Francisco (dir.), *Pobreza, desigualdade e vulnerabilidade em Moçambique - Comunicações apresentadas na II Conferência do IESE*, Maputo, IESE, 2010 (sous presse).

des cadres organisée pour préparer la campagne des élections générales de 2004. Le choix du lieu où s'est tenue cette réunion est significatif: Nampula, capitale d'une province stratégique pour la croissance économique du pays mais qui, depuis 1994, avait majoritairement voté en faveur de la Renamo. Le fait que cette réunion ait pu compter sur la participation de tous les administrateurs de districts du pays était en outre une claire démonstration de la subordination de l'État au Frelimo.

La triple stratégie utilisée par Guebuza de réactivation du parti, d'attention portée à son influence au sein de l'appareil d'État et de présence permanente sur le terrain a été couronnée de succès. Bien que les élections de 2004 aient enregistré une participation inférieure à 50 %, Guebuza et le Frelimo ont obtenu une victoire significative (respectivement 63 % et 62 % des voix pour l'élection présidentielle et les élections législatives) et la Renamo a enregistré une chute considérable (Dhlakama obtient 32 % des voix et la Renamo-Union électorale 30 %), perdant la moitié de son électorat de 1999.

Au cours de son premier mandat, Guebuza a continué son travail de renforcement du parti et a maintenu sa présence systématique sur le terrain à travers des campagnes de «présidence ouverte» qui ont touché pratiquement tous les districts. Dans ces conditions, la victoire aux élections de 2009 a été une formalité²⁸: Guebuza a obtenu 75 % des votes à la présidentielle et le Frelimo a obtenu 191 sièges de députés (sur 250), lui garantissant la majorité qualifiée supérieure aux deux tiers des membres de l'Assemblée nécessaire pour modifier la Constitution. Cependant, malgré l'important investissement humain, matériel et financier dans cette campagne électorale, la victoire, bien qu'écrasante, est restée une fois de plus marquée par une abstention supérieure à 50 %.

S'il n'y a pas de doute quant à l'hégémonie politique du Frelimo et quant à sa volonté de la consolider davantage²⁹, il est également évident, au regard des niveaux d'abstention enregistrés lors des deux dernières élections, qu'une bonne partie de la société mozambicaine échappe d'une certaine façon à son contrôle. Le Frelimo est en réalité un géant politique aux pieds d'argile.

28. Les élections municipales de 2008 avaient déjà donné une indication de la domination sans partage du Frelimo sur la scène politique nationale. À l'exception de Beira qui a résisté et devait finir par devenir le berceau d'un nouveau mouvement politique dissident de la Renamo (le MDM), toutes les autres municipalités sont tombées aux mains du Frelimo.

29. Son secrétaire général, Filipe Paunde, a effectué diverses déclarations publiques en ce sens. Ainsi a-t-il fait part dans une interview de l'intention du Frelimo de travailler pour emporter les prochaines élections municipales à Beira : « la récupération de la ville de Beira est importante pour nous autres du Frelimo et on s'y emploie ». Voir *Canalmoz*, 20 janvier 2010. Plus récemment, il a déclaré à Nampula qu'il était « nécessaire de continuer à créer des cellules du parti dans toutes les institutions publiques ». Voir *O Pais*, 5 février 2010.

La fragilité du régime est apparue pour la première fois en février 2008, lors d'une révolte populaire qui a secoué Maputo et, dans une moindre mesure, d'autres villes, suite à une augmentation des tarifs des transports publics. Le gouvernement est parvenu à contrôler la situation à travers la création d'un mécanisme de subventionnement du combustible octroyé en échange du rétablissement du prix antérieur des transports³⁰. Mais, de fait, et ce d'autant plus si on tient compte de l'abstention massive, les résultats des dernières élections à Maputo peuvent être perçus comme un indicateur de la fragilité du Frelimo. En effet, en 2004, la Renamo avait obtenu 13 % des voix dans la capitale. En 2009, la Renamo y a vu ses résultats baisser d'environ 7,5 points mais, en même temps, apparaissait le MDM qui y a recueilli presque 17 % des suffrages, ce qui dans la capitale donne au total 22 % des voix pour l'opposition, soit presque le double de son score de 2004, dans un contexte où cette même opposition a perdu la moitié de son électorat au niveau national. Plus symptomatique encore est le fait que dans bien des bureaux de vote du centre de la ville, où vit l'élite, le MDM a obtenu près de 30 % des voix ! Ces éléments semblent exprimer la désaffection croissante, due à l'affairisme et à la corruption du pouvoir, des couches urbaines moyennes à l'égard du Frelimo, dont elles étaient historiquement proches. Incapables de voter pour la Renamo, ennemi historique, elles auraient profité de l'émergence du MDM pour exprimer leur mécontentement³¹. Entre la révolte populaire et la protestation de l'élite, la marge de manœuvre du Frelimo est ainsi bien plus réduite que ne le laisse entrevoir son apparent succès électoral. En fait, la stabilité du pays et la survie du régime dépendent en grande partie de l'aide internationale.

LA DÉMOCRATIE AJOURNÉE, OU LA MANNE DES BAILLEURS DE FONDS

Presque vingt ans après la fin de la guerre civile, le Mozambique vit toujours de l'aide internationale, qui représente près de 50 % du budget de l'État³².

30. Toute la question est de savoir jusqu'à quel point il est possible de maintenir cette situation car le subventionnement octroyé aux distributeurs de combustible a pris fin en mars 2010.

31. Sur la relation de la « classe moyenne » de Maputo avec le pouvoir, voir J. Sumich, *The Illegitimacy of Democracy? Democratisation and Alienation in Maputo, Mozambique*, Londres, Crisis States Research Center/London School of Economics, 2007.

32. Le poids réel de l'aide internationale est encore plus important si on considère qu'outre l'appui direct au budget, beaucoup de projets sectoriels sont financés par des bailleurs bilatéraux et que s'y ajoutent des fonds injectés par le biais de nombreuses ONG étrangères et nationales.

Cette situation est un défi pour le développement du pays³³, mais a également des conséquences politiques qui n'ont pas encore fait l'objet d'une analyse approfondie. Le problème politique majeur posé par l'aide internationale est qu'elle tend à réduire le degré d'*accountability* du gouvernement envers les citoyens, celui-ci rendant d'abord des comptes aux bailleurs de fonds. Mais l'aide a un autre effet politique pervers : en termes pratiques, elle fonctionne comme un mécanisme d'appui au parti au pouvoir, introduisant de la sorte un profond déséquilibre dans la compétition politique. Sans les fonds provenant de l'aide internationale, il aurait été impossible au Frelimo d'étendre et d'améliorer les services publics (en matière d'éducation, de santé, d'infrastructures, etc.) et de capitaliser ensuite politiquement ces améliorations. En vérité, son principal slogan (« C'est le Frelimo qui l'a fait, c'est le Frelimo qui le fait ! »)³⁴ reflète bien la récupération politique de cette « rente », qui n'est évidemment pas accessible à ses adversaires et qui est même utilisée contre eux. Par ailleurs, en garantissant le fonctionnement régulier de l'État et une relative stabilité économique, l'aide contribue à la création de conditions minimales pour attirer des investissements étrangers, favorisant ainsi la croissance économique et la création d'emplois. L'aide permet aussi qu'une partie de ces investissements, en particulier les « mégaprojets » (production d'aluminium, extraction de gaz, sables lourds et charbon), puisse bénéficier des incitations fiscales offertes par le gouvernement. Enfin, c'est la pression fiscale sur l'ensemble des entreprises et des citoyens qui se trouve indirectement soulagée par la contribution de l'aide extérieure. En même temps, au cours de ces dernières années, la tension entre le gouvernement et certains bailleurs de fonds s'est accentuée en raison du manque de transparence gouvernementale, en particulier en ce qui concerne la lutte contre la corruption³⁵. La tension a été particulièrement vive lors du processus électoral de 2009 en raison du

33. Pour une discussion sur ce sujet, voir C. N. Castel-Branco et R. Ossemame, *Aid Dependency and Development: A Question of Ownership? A Critical View*, Maputo, IESE, 2008 et, des mêmes auteurs, « Crises cíclicas e desafios da transformação do padrão de crescimento económico em Moçambique », in L. De Brito, C. N. Castel-Branco, S. Chichava et A. Francisco (dir.), *Desafios para Moçambique 2010*, Maputo, IESE, 2010, p. 141-182.

34. Inspiré d'un slogan utilisé par l'homme politique brésilien Paulo Maluf lors d'une campagne en 2004 (« Maluf l'a fait, Maluf le fait »), ce slogan a été utilisé pour la première fois par le Frelimo lors des élections municipales de 2008.

35. Les premiers signes ont été donnés par la Suisse, la Suède et la Norvège fin 2008 lorsque ces pays ont annoncé qu'ils allaient réduire, ou ne pas augmenter, leur appui direct au budget de l'État. Voir « Governo não está a cumprir com os seus compromissos », *Savana*, 22 août 2008.

travail effectué par la Commission nationale des élections, qui a été perçu comme partisan et peu transparent³⁶.

L'édifice hégémonique du Frelimo recèle en fait deux grandes fragilités. D'une part, la grande dépendance à l'égard de l'aide extérieure et des investissements étrangers signifie que le gouvernement et l'économie sont vulnérables aux évolutions de facteurs externes dont le contrôle leur échappe, et qui peuvent précipiter une crise sociale et politique. Celle-ci viendrait alors remettre en cause la paix sociale qui, depuis 1992, règne dans le pays et vaut à la transition mozambicaine d'être qualifiée de *success story*. D'autre part, le pouvoir s'est aliéné une partie de la population, notamment un nombre croissant de jeunes scolarisés vivant dans une situation d'équilibre précaire et qui se voient obligés de recourir à la débrouille et au secteur informel ou de rester à la campagne sans perspective professionnelle. En effet, en dépit des investissements publics significatifs et de l'apport de l'investissement privé (essentiellement étranger), il ne semble pas y avoir de tendance claire à la réduction de la pauvreté. Dans le dossier on trouvera deux articles illustrant cette grande précarité et les stratégies déployées par divers acteurs pour s'en sortir. L'article de Julie Archambault étudie l'usage du téléphone portable par des jeunes des couches populaires dans la province d'Inhambane, en particulier le rôle qu'il joue dans leurs stratégies de survie et d'adaptation à une société de plus en plus inégalitaire. De son côté, Rachel Wrangham analyse l'intervention de l'ONG états-unienne World Vision dans une localité de la province de Zambézie, en la resituant dans son contexte historique local. L'auteure y souligne la continuité observable dans les interventions développementalistes successives, pourtant inspirées de différents paradigmes du développement. La tendance des pouvoirs publics et des ONG à ignorer les expériences passées tient à la relation fondamentalement paternaliste de l'État et des agents de développement avec les paysans, ces derniers étant vus comme de simples objets de développement. Mais, c'est probablement la situation de précarité des plus jeunes qui menace le plus

36. Entre autres épisodes, on retiendra le communiqué de presse du 17 septembre 2009 des Partenaires de l'appui programmatique, groupe de bailleurs soutenant directement le budget de l'État (dénommé G19, il est composé de l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Commission européenne, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale, plus les États-Unis et les Nations unies en tant que membres associés). Préoccupés par le non-respect « des principes démocratiques de liberté, justice et transparence » compte tenu de l'exclusion d'une série de candidatures, ces bailleurs demandaient que « cette situation soit traitée en urgence, de manière à permettre que le processus électoral se poursuive selon les principes mentionnés ci-dessus ». Voir « Comunicado de imprensa dos Parceiros de Apoio Programático (PAPs) », 17 septembre 2009, disponible sur <maputo.usembassy.gov>.

immédiatement le pouvoir, dans un contexte où la majeure partie de la population vit sous le seuil de pauvreté ou se trouve dans une position de grande vulnérabilité³⁷.

Dans une analyse brillante sur la transition angolaise, Christine Messiant a montré que malgré la triple transition opérée dans ce pays (d'une économie dirigée par l'État vers une économie de marché, d'un État au parti unique qui se revendiquait du « marxisme-léninisme » vers un État pluraliste et de la guerre vers la paix), il n'y a pas eu de véritable processus de démocratisation, mais plutôt une reconversion du parti unique au pouvoir en « pouvoir hégémonique autoritaire adapté au pluralisme³⁸ ». Le processus mozambicain présente beaucoup de similitudes avec celui de l'Angola³⁹. Si le Frelimo s'est également « adapté » au pluralisme, l'idéal du parti unique reste présent, transparaissant parfois ouvertement dans les déclarations publiques de quelques-uns de ses dirigeants⁴⁰.

Dans son ensemble, le présent dossier rend compte de l'écart qui se creuse entre d'une part les élites politiques, essentiellement urbaines, modernes, tournées vers l'extérieur et gestionnaires (ou, pour celles qui sont dans l'opposition, marginalement bénéficiaires) d'un État « rentier » doté de « signes extérieurs de démocratie » mais commandé par une idéologie nationaliste antidémocratique et, d'autre part, la majorité de la population rurale, mais aussi urbaine, plongée dans la pauvreté, politiquement démobilisée et obligée de « se débrouiller » pour survivre ■

Luís de Brito

Institut d'études sociales et économiques (IESE), Maputo

Traduction : Patrick Zimmermann

37. Cette position est notamment défendue par J. Hanlon, « Mozambique: "The war ended 17 years ago, but we are still poor" », *Conflict, Security & Development*, n° 10, 2010 (sous presse).

38. C. Messiant, *L'Angola postcolonial. 2: sociologie politique d'une oléocratie*, Paris, Karthala, 2008, p. 356.

39. Il y a cependant une différence notable qui a des implications directes sur la capacité de reproduction de chacun de ces régimes : alors qu'en Angola le soutien au pouvoir repose sur le contrôle de ressources naturelles propres (pétrole et diamants), il dépend au Mozambique de l'aide internationale.

40. Le gouverneur de la province de Zambézie a soutenu que tous les membres des partis d'opposition qui résidaient dans la province devaient adhérer au Frelimo car les partis d'opposition n'allaient jamais gouverner. Voir « Itai Meque quer membros da oposição na Frelimo », *O País*, 24 février 2010.

Tabl. I — Résultats nationaux des élections du 28 octobre 2009

| | Élection présidentielle | | Élections législatives | |
|----------------------------|-------------------------|-------|------------------------|-------|
| | Valeurs absolues | % | Valeurs absolues | % |
| Inscrits | 9 871 949 | | 9 871 949 | |
| Abstentions ^a | 5 465 856 | 55,37 | 5 484 699 | 55,56 |
| Votants ^a | 4 406 093 | 44,63 | 4 387 250 | 44,44 |
| Votes validés ^b | 3 965 885 | 90,01 | 3 893 858 | 88,75 |
| Votes nuls ^b | 175 553 | 3,98 | 143 893 | 3,28 |
| Votes blancs ^b | 264 655 | 6,01 | 349 499 | 7,97 |
| A. Guebuza ^c | 2 974 627 | 75,01 | | |
| A. Dhlakama ^c | 650 679 | 16,41 | | |
| D. M. Simango ^c | 340 579 | 8,59 | | |
| Frelimo | | | 2 907 335 | 74,66 |
| Renamo | | | 688 782 | 17,69 |
| MDM | | | 152 836 | 3,93 |
| Divers ^d | | | 144 905 | 3,72 |

a. En pourcentage des inscrits.

b. En pourcentage des votants.

c. En pourcentage des votes validés.

d. Divers petits partis présents dans certains districts ou circonscriptions et qui n'ont eu aucun élu.

Source: República de Moçambique, Conselho Constitucional, *Validação e proclamação dos resultados das eleições presidenciais, legislativas e das assembleias provinciais, de 28 de Outubro de 2009. Acórdão 30/CC/2009, de 27 de Dezembro*, Maputo, décembre 2009.

Tabl. II — Résultats régionaux des élections du 28 octobre 2009

| | Élection présidentielle (en %) | | | | |
|--------------------|--------------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------------|----------------------------|
| | Guebuza ^a | Dhlakama ^a | Simango ^a | Blancs et nuls ^b | Participation ^c |
| Niassa | 82,3 | 12,7 | 5,0 | 9,6 | 38,4 |
| Cabo Delgado | 80,8 | 13,4 | 5,7 | 13,3 | 45,3 |
| Nampula | 66,8 | 27,4 | 5,8 | 14,3 | 36,5 |
| Zambézie | 54,3 | 38,8 | 6,9 | 16,7 | 34,1 |
| Tete | 86,0 | 8,8 | 5,3 | 8,5 | 55,2 |
| Manica | 70,4 | 22,2 | 7,4 | 11,2 | 45,2 |
| Sofala | 51,6 | 22,5 | 25,9 | 11,3 | 47,2 |
| Inhambane | 86,5 | 5,7 | 7,8 | 10,2 | 46,9 |
| Gaza | 95,8 | 0,9 | 3,3 | 5,1 | 62,3 |
| Maputo-Prov. | 86,1 | 4,2 | 9,7 | 5,1 | 47,9 |
| Maputo-Ville | 80,7 | 4,4 | 14,9 | 3,3 | 53,1 |
| Afrique | 95,8 | 2,5 | 1,7 | 2,0 | 64,0 |
| Europe | 78,8 | 3,2 | 18,1 | 3,2 | 67,9 |
| Total ^d | 75,0 | 16,4 | 8,6 | 10,0 | 44,6 |

a. En pourcentage des votes valides.

b. En pourcentage des votants.

c. En pourcentages des inscrits.

d. Ce total tient compte de la revalidation de 23 707 bulletins nuls par la CNE.

LE DOSSIER

22 Mozambique, quelle démocratie après la guerre ?

| | Élections législatives (en %) ^d | | | | |
|--------------|--|---------------------|------------------|-----------------------------|----------------------------|
| | Frelimo ^a | Renamo ^a | MDM ^a | Blancs et nuls ^b | Participation ^c |
| Niassa | 81,3 | 13,1 | 3,4 | 10,6 | 38,7 |
| Cabo Delgado | 80,8 | 14,9 | - | 14,9 | 44,7 |
| Nampula | 65,7 | 28,4 | - | 15,7 | 38,2 |
| Zambézie | 53,6 | 40,8 | - | 16,8 | 33,8 |
| Tete | 87,2 | 1,03 | - | 8,3 | 54,7 |
| Manica | 71,0 | 25,0 | - | 12,4 | 45,2 |
| Sofala | 50,8 | 23,1 | 23,4 | 11,1 | 47,0 |
| Inhambane | 83,7 | 6,9 | 4,5 | 11,5 | 46,8 |
| Gaza | 96,9 | 1,4 | - | 5,4 | 62,7 |
| Maputo-Prov. | 88,4 | 7,8 | 3,9 | 7,1 | 48,0 |
| Maputo-Ville | 76,6 | 5,4 | 16,5 | 3,8 | 53,1 |
| Afrique | 85,4 | 3,5 | - | 2,0 | 63,8 |
| Europe | 84,8 | 8,5 | - | 4,0 | 67,1 |
| Total | 74,7 | 17,7 | 3,9 | 11,3 | 44,4 |

a, b et c. : voir ci-dessus.

d. Non compte tenu des autres petits partis qui ont totalisé 3,7 % des voix. Compte tenu des nuls revalidés par la CNE pour les résultats provinciaux comme pour le total.

Sources : calculs personnels de Michel Cahen et Comissão Nacional de Eleições, cité par *Mozambique Political Process Bulletin*, n° 43, 19 novembre 2009, p. 10.